

LAVIGNE, Marie. *The Economies of Transition : From Socialist Economy to Market Economy*. Macmillan Press Ltd., London, 1995, 294 p.

André Joyal

Volume 29, Number 1, 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703862ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703862ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Joyal, A. (1998). Review of [LAVIGNE, Marie. *The Economies of Transition : From Socialist Economy to Market Economy*. Macmillan Press Ltd., London, 1995, 294 p.] *Études internationales*, 29(1), 181–184. <https://doi.org/10.7202/703862ar>

coup plus de mécanismes visant à régler les conflits potentiels et effectifs avec leurs voisins immédiats qu'avec les pays de l'Union européenne.

Le onzième et dernier chapitre du collectif est l'œuvre de Peter Lloyd qui estime qu'un rapprochement ou une association entre l'AFTA et le CER (Closer Economic Relations) Agreement entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande serait bénéfique pour les deux régions. Il soulève cependant une série de problèmes auxquels ces deux regroupements devront faire face, comme la levée des barrières non tarifaires et la libéralisation du secteur des services dans les pays membres de l'ASEAN.

Ce collectif nous aide vraiment à bien comprendre la dynamique économique et politique dans cette partie du monde. En effet, rappelons qu'à l'été 1997, l'ASEAN a refusé d'admettre le Cambodge comme membre, en même temps que le Laos et la Birmanie, tant que le Cambodge ne réglerait pas son conflit concernant l'éviction par un putsch de son premier ministre. Ce livre nous aide également à mieux comprendre la grave crise monétaire qui a touché d'abord la Thaïlande, puis les principaux pays membres de l'ASEAN en 1997. Il faut noter que ces crises sont souvent le lot des économies qui tentent de sortir de la pauvreté.

Les positions divergentes d'auteurs de différentes nationalités sur l'AFTA apportent beaucoup de crédibilité à ce collectif. Chaque chapitre de l'ouvrage édité par l'ISEAS est finalement assez bien documenté, présenté, structuré et les références sont en général bien choisies. L'ensemble des chapitres du livre comporte donc

une somme importante de renseignements intéressants et pertinents.

Pierre RIOPEL

*Direction des politiques scientifiques et technologiques
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Québec*

The Economics of Transition: From Socialist Economy to Market Economy.

LAVIGNE, Marie. Macmillan Press Ltd.,
London, 1995, 294 p.

Pour paraphraser le poète, on est tenté de se demander : « Que sont les soviétologues devenus ? ». Recycler en économie de transition ? Pour certains c'est effectivement le cas, pour d'autres dont on n'entend guère plus parler, c'est moins certain. Ce qui est sûr, heureusement, nous n'avons pas fini de bénéficier des analyses très sérieuses et fort bien présentées de Marie Lavigne. Familière aux lecteurs assidus de cette revue, celle qui fut longtemps « La » soviétologue de Paris 1 ne décevra personne avec ce nouvel ouvrage qui en impose encore une fois par sa rigueur et sa profondeur.

Celle qui s'est mise à l'étude du monde socialiste, celui de l'Est plus particulièrement, il y a plus de trente ans, a fait coïncider sa descente au pays basque avec la chute de l'empire soviétique. En fait, nonobstant la beauté des Pyrénées, c'est tout près de la Sorbonne où elle se trouvait qu'elle aurait dû se rendre, soit à l'Académie française. Car, même si dans cet ouvrage, elle reconnaît avec trop d'humilité s'être trompée, (*lack of foresight*) à l'instar de tous les autres soviétologues, sur la chute imminente du régime soviétique, notre auteure,

depuis longtemps en avait montré les multiples contradictions. Il n'a pas fallu la mise en place de la *perestroïka* pour que l'on soit, à l'aide de ses travaux des années 70, bien au fait des aberrations de la planification centralisée ou de ce que l'on désignait sans le moindre humour comme étant le centralisme démocratique.

Si certains ouvrages de Marie Lavigne ont fait l'objet de traductions dans le passé, cette fois, aucun nom de traducteur ni de titre français n'étant mentionné, nous sommes donc en présence d'une version originale. Il est à espérer que les lecteurs francophones intéressés par cette problématique ne se priveront pas d'un ouvrage aussi bien fait par une insuffisance de connaissances de la langue de Shakespeare. Car nous sommes vraiment gratifiés d'un très beau livre. On est loin de ces ouvrages vite bâclés pour profiter d'un effet de mode.

Le sujet, est-il nécessaire de le signaler, est des plus pertinents. Que se passe-t-il vraiment à l'Est depuis l'effondrement du socialisme? On le sait, c'est le retour en force ou de façon graduelle de l'économie de marché avec tous les avatars et les excès que l'on imagine aisément et sur lesquels les médias s'étendent quelque peu et de façon ô combien incomplète. En fait, les médias traitent surtout de la montée en puissance d'une nouvelle mafia ou d'un monde interlope qui, en Russie, serait omniprésent. Il n'en n'est pas question dans cet ouvrage. Sans exception, les spécialistes des systèmes économiques comparés ont toujours occulté dans leurs analyses le crime organisé malgré son importance, surtout à l'Ouest.

Marie Lavigne ne fait pas exception. Cet « oubli » ne diminue en rien l'intérêt de sa contribution.

La grande question soulevée dans cet ouvrage se rapporte à l'existence ou non d'une économie de transition au sens théorique de l'expression. On sait qu'il n'en existait pas pour faciliter la transition vers le socialisme. Alors, à la place de l'auteure, qui ne paraît pas assurée de la réponse exacte, on est tenté de répondre qu'il n'en existe pas davantage pour guider les décideurs économiques sur la meilleure marche à suivre en direction de l'avènement ou du retour du capitalisme. Et ce n'est pas l'intention de cet ouvrage d'offrir des pistes bien balisées, tout au contraire. L'auteure veut tout simplement montrer ce qui se passe, et lorsque les faits le permettent, elle en tire bien sûr les enseignements propices. De son propre aveu, son travail se destine aux milieux académiques. En fait, autant par la forme que par le fond, cet ouvrage saura susciter l'intérêt de tous ceux qui s'interrogent sur ce que deviennent ces pays qui auront connu à travers ce siècle des rebondissements parmi les plus spectaculaires de leur histoire.

La première partie de l'ouvrage ne présente rien de neuf pour les gens familiers avec l'histoire du socialisme en ex-URSS. On y trouve une très bonne synthèse des premiers balbutiements du socialisme allant de l'avènement NEP mis de l'avant par Lénine jusqu'aux tentatives de changements radicaux de Gorbatchev qui prirent la forme d'une boîte de Pandore. Les causes des échecs des réformes à répétition sont présentées avec brièveté et pertinence. La deuxième partie se rapportant à la transition proprement dite

débute par une interrogation sur les facteurs qui ont favorisé l'effondrement du socialisme. L'auteure indique bien que dès le début des années 80 tous les observateurs s'entendaient comme larrons en foire pour reconnaître l'existence d'aberrations, mais aucun n'était en mesure de prédire la chute du mur de Berlin en novembre 1989 et encore moins ce qui allait suivre près de deux ans plus tard. Alors, à quoi attribuer ce spectaculaire échec. Le sixième chapitre intitulé, *The End of the System*, tente de répondre à cette interrogation. Comme il faut bien entrer dans le vif du sujet, sans trop tarder (p. 114) l'auteure présente les politiques de stabilisation (*sic*) à l'aide d'une liste d'épicerie qui va de la libéralisation des prix, à la dévaluation de la monnaie en passant par les politiques de revenu. Chacun de ces éléments sont repris ultérieurement selon les pays concernés.

Comme pour ses ouvrages précédents, Marie Lavigne fournit à ses lecteurs de fort pédagogiques tableaux synthèses comme celui (p. 122) sur les multiples éléments concernés par la transition et leur implication dans huit pays dont malheureusement la Russie ne fait pas partie. L'auteure présente deux approches employées dans l'un et l'autre des anciens pays satellites de l'ex-URSS : l'approche gradualiste et la thérapie de choc. Pour les partisans de ces derniers, on le devine, mieux vaut faire mal une fois que faire durer le mal indéfiniment par de trop petites doses dont l'efficacité pourrait s'avérer bien décevante. Privatiser en bloc ou à petite doses ? Voilà encore une question à laquelle l'auteure, à défaut de vraiment répondre, offre néanmoins à son lecteur les

deux côtés de la médaille. Dans tout ce débat, il peut apparaître incongru de voir surgir la question de l'opportunité de la mise en œuvre d'une politique industrielle. On le sait, une telle politique implique qu'un conseil de sages décide de l'essor des gagnants et de la disparition des perdants à l'aide d'une sorte de boule de cristal dont l'infailibilité n'a jamais pu être démontrée sous d'autres cieus.

La conclusion de deux pages, qui n'en est pas vraiment une, est suivie d'un appendice statistique et de suggestions de lectures supplémentaires. Le tout, comme il se devait, se termine par une bibliographie où se retrouve tout l'aréopage auquel appartient l'auteure. Aucun compte n'est réglé en oubliant sciemment tel ou tel autre même si certains noms auraient pu se trouver plus d'une fois. Le tableau est complet. C'est le chapitre dix qui s'interroge sur l'existence possible d'une théorie de la transition qui constitue à nos yeux la conclusion de l'ouvrage. De façon non équivoque l'auteur soutient que le besoin d'une telle théorie ne se pose pas si l'on reconnaît que l'économie socialiste telle que vécue ne constitue pas un véritable système économique. Par ailleurs, le phénomène de la transition demande d'être abordé à l'aide de considérations d'ordre théorique affirme-t-elle. C'est donc ici que se trouve considéré le socialisme de marché de même que la contribution d'Oskar Lange (mort trop tôt pour être nobélisé). L'ouvrage se termine avec un résumé de l'apport de l'économiste hongrois, Janos Kornai, qui s'est distingué, entre autres, avec son concept de contrainte budgétaire souple. Toutes choses prises en considération, Marie Lavigne estime que les

pays concernés souffrent beaucoup de l'absence d'une juste perception du rôle de l'État. Cette perception est-elle plus claire à l'Ouest? Enfin, pour paraphraser cette fois une populaire chanteuse québécoise, en terminant cet impressionnant ouvrage, on peut affirmer que ces pays, s'ils ne savent pas avec exactitude où il vont, à tout le moins, ils savent qu'ils vont à quelque part...

André JOYAL

Département d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada

HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

La question nationale au xix^e siècle.

CABANEL, Patrick. *Paris, La Découverte*,
Coll. « Repère », n° 214, 1997, 122 p.

Cent vingt deux pages... mais une documentation absolument remarquable. Il est rare de pouvoir lire un texte aussi dense, avec autant de références dans tous les domaines concernant plus ou moins directement le concept de nation.

Il convient de préciser, d'entrée, que le xix^e siècle historique va, en fait, de 1815 à 1914 et que c'est au cours de cette période que les questions nationales ont été posées. Auparavant, en gros 1776-1815, c'était le temps des réflexions, des discussions et des premiers mouvements des peuples. Après, ce fut d'abord celui des espoirs, des réalisations; mais aussi des déceptions, des guerres, atrocités et autres « nettoyages ethniques », jusqu'à nos jours hélas.

Que ce soit dans l'ex-URSS, dans les Balkans, en Afrique ou en d'autres pays (et aucun n'est, à tout jamais, à l'abri) le problème est toujours posé; et généralement mal, faute de s'entendre sur le sens de quelques mots-clefs.

Le livre de P. Cabanel n'a pas la prétention de donner une définition parfaite de la nation. Mais il permet au lecteur de se faire une idée de toutes ses composantes. Il comprend huit chapitres, facilement regroupés en deux parties, d'importance égale:

a- les éléments: 1- des mots et des idées de la nation; 2- culture, langues et nation; 3- religion et nation; 4- société, économie et nation.

b- l'évolution: 5- le mouvement des nationalités jusqu'en 1871; le bilan ambigu; 6- les nationalités dans les Empires multinationaux; 7- la construction des États-nations; 8- le nationalisme des nationalistes; fins de parties 1885-1914.

Mais d'où vient alors, que malgré le livre de P. Cabanel et d'autres fort estimables, on en soit encore à mélanger des choses différentes? Par exemple: peuple et nation; et nation et État. On a parlé du droit des peuples à se diriger eux-mêmes; ne serait-ce pas plutôt des nations? et pourquoi une Société des Nations, puis une Organisation des Nations Unies, alors qu'il s'agit d'États?

Il y a quand même quelques idées simples à tirer des fermentations du 19^e siècle:

- l'évolution logique: population - peuple - nation (avec territoire viable et un certain accord pour une vie commune) - État, i.e. l'appareil de gestion des besoins publics.